



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2915
14 juin 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Face à tous les partis du capital

Imposer les exigences vitales des travailleurs!



Ukraine
**Guerre,
reconstruction,
profits**

Page 9

Le Pen-Bardella
**Prêts à se mettre
au service
du patronat**

Page 6

Front populaire
**Un accord
qui n'arrêtera
pas le RN**

Page 4

Leur société

- Macron : en pleine dissolution 3
- Les candidats de Lutte ouvrière 3
- Aidez-nous dans la campagne 3
- Nouveau Front populaire : tout sauf un barrage à l'extrême-droite 4
- Impasses d'hier et d'aujourd'hui 4
- Les résultats de Lutte ouvrière 4
- Appels syndicaux : les exigences des travailleurs s'imposeront par la lutte 5
- Front républicain ou front des travailleurs ? 5
- Lutte ouvrière appelle à manifester 5
- RN : plus près du pouvoir et du patronat 6
- Glucksman : le va-t-en-guerre 6
- Paroles, paroles : on ne se nourrit pas de promesses 6
- Mort de 27 migrants : les entraves à l'enquête viennent d'en haut 7
- Projet de l'A69 : nouvelle mobilisation 7
- Bolloré : pas près d'être jugé... 7
- Nouvelle-Calédonie : répression coloniale 11
- France Inter : comme un avertissement 11
- Stage en Seconde : tout est bidon ! 11
- Lycée Hélène-Boucher - Paris : l'intimidation ne passe pas 11
- Médicaments : les profits aux dépens des malades 12
- L'Île-Saint-Denis : les JO et l'injustice sociale 12
- Assurance chômage : les empêcher de nuire 13
- Casino : vente à la découpe et emplois sabrés 13
- Logement : les militaires choyés, les sans-abri oubliés 13
- Un uniforme qui fait flop 13
- Juin 1944-juin 2024 : mensonges d'hier et d'aujourd'hui 16
- La Normandie sous les bombes 16
- Lutte de classe, juin 1944 16

Dans le monde

- Gaza-Israël : Netanyahu contesté 8
- Inde : Modi réélu mais affaibli 8
- Ukraine : guerre, reconstruction et profits 9
- Macron toujours plus belliciste 9
- RDC : foire d'empoigne autour du président 10
- Nvidia : de l'argent comme s'il en pleuvait 10
- La liberté selon Biden 16

Dans les entreprises

- Lactalis - Charchigné 14
- Fleury-les-Aubrais : facteurs en grève 14
- Lacroix - Mazères 14
- Métropole de Lyon 14
- SNCF - Châtillon 15
- Femmes de chambre Marseille 15

Macron prétend nous donner la parole, les travailleurs doivent la prendre!

Après le succès du Rassemblement national, Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Que se cache-t-il derrière cette décision surprise et l'annonce de législatives dans trois semaines? Une tambouille politicienne minable, ou bien la tentative de sortir d'une instabilité politique qui aurait fini par être gênante pour la grande bourgeoisie? Bien malin qui peut le dire.

Quoi qu'il en soit, Macron nous redonne la parole, eh bien prenons-la pour mettre en avant nos préoccupations de travailleuses et de travailleurs! C'est ce que feront les candidats de Lutte ouvrière, qui seront largement présents dans ces législatives.

La première de nos revendications concerne notre pouvoir d'achat. Il dégringole avec la flambée des prix. Il dégringole quand on tombe malade ou que l'on se retrouve en invalidité, quand on se retrouve licencié et forcé de reprendre un emploi plus mal payé ou encore quand on part à la retraite.

Ces reculs sont révoltants, comparés aux 200 milliards d'euros de la fortune d'un Bernard Arnault, aux 18 millions d'euros encaissés chaque jour par les actionnaires de Stellantis et aux 100 000 euros quotidiens touchés par son PDG, Tavares. Il n'y a aucune raison que ceux qui travaillent et font fonctionner la société voient leur vie se dégrader quand les parasites et les spéculateurs se gavent.

Exiger un salaire, une pension d'invalidité ou de retraite qui augmentent en même temps que tous les prix, c'est-à-dire leur indexation, est un minimum. Exiger l'annulation des reculs imposés sur la retraite ou le chômage est un minimum.

Vivre sans avoir la peur au ventre, c'est aussi refuser d'être poussé vers une troisième guerre mondiale. À quoi servira le droit de partir à la retraite à 62 ans si l'on meurt à 30 dans une nouvelle guerre? À quoi servira un salaire indexé sur l'inflation si l'on se retrouve sous les bombes? Il faut refuser de marcher dans des guerres décidées par des politiciens, un état-major et des généraux qui ont prouvé qu'ils n'ont rien à faire des travailleurs.

En même temps que ces revendications, exprimons notre opposition à tous ces politiciens qui savent nous promettre monts et merveilles mais sont tous des laquais de la grande bourgeoisie. Il y a ceux que l'on a déjà essayés et qui ont trahi. Et il y a les autres, les Le Pen et Bardella, qui se targuent de n'avoir jamais déçu.

Mais s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils n'ont

pas encore été en situation de le faire. Car, tout comme Macron, Le Pen et Bardella soutiennent l'ordre bourgeois, le pouvoir patronal et la propriété privée capitaliste. Le fait que Macron entrouvre aujourd'hui la porte de Matignon à Bardella, et que ce dernier se dise prêt à cette cohabitation, prouve que les deux sont parfaitement compatibles.

Tous les deux sont des ennemis des travailleurs. Sans être au pouvoir, le RN dresse déjà les travailleurs et les pauvres les uns contre les autres en s'attaquant aux travailleurs immigrés. Il divise et affaiblit la classe ouvrière face au grand patronat, pendant que celui-ci accumule des fortunes au travers de l'exploitation et du pillage du monde.

Le Pen et Bardella font mine de s'opposer à la politique va-t-en-guerre de Macron, mais

ils attisent le nationalisme, le patriotisme et le militarisme. Comme leurs ancêtres d'extrême droite l'ont fait en leur temps, ils feront marcher la population au pas, y compris dans des guerres meurtrières. Les travailleurs qui soutiennent le RN se fourvoient donc gravement.

Mais, si le RN incarne pour beaucoup de travailleurs la capacité de changer leur vie, on le doit aux renoncements des partis de gauche. Fut

un temps, ce sont eux qui incarnaient l'aspiration au changement. Ils l'ont trahie, parce qu'ils ont abandonné la perspective révolutionnaire et ont fini par imposer la même politique anti-ouvrière que la droite quand ils sont arrivés au pouvoir. Aujourd'hui, cette même gauche, divisée ou unie, continue de tromper les travailleurs avec des promesses électorales aussi dérisoires que mensongères.

Quels que soient les rebondissements de la vie politique, cette énième élection ne changera rien à l'évolution inégalitaire, chaotique et destructrice de la société. Elle ne changera rien à son évolution nationaliste et guerrière. Tout cela est inscrit dans le fonctionnement du capitalisme, sa course au profit et sa guerre économique.

La seule source d'espoir est du côté des réactions des travailleurs. Alors, il faut des femmes et des hommes qui retrouvent la conscience de leur force et le chemin des luttes collectives. Il faut des femmes et des hommes conscients que leur lutte pour arracher de meilleures conditions n'aboutira qu'avec le renversement de la classe capitaliste.

Nathalie Arthaud



NICOLAS DEFAY

Macron : en pleine dissolution

Pour sortir d'une crise politique encore approfondie par son piètre score aux élections européennes, Macron a donc choisi de dissoudre l'Assemblée et de provoquer de nouvelles élections de députés.

En 2017, ce président était sorti du chapeau du grand patronat, soutenu par la plupart des médias, pour remplacer les équipes de droite et de gauche, Sarkozy puis Hollande, usées par leur passage au pouvoir. Il avait dû en définitive son élection, puis sa réélection en 2022, au fait d'être opposé à Le Pen au second tour, une candidate dont la grande bourgeoisie se méfiait encore et qu'une grande partie de la population récusait à juste titre.

Comme tous ses prédécesseurs, Macron a appliqué à la lettre les consignes des possédants : serrer la vis au monde du travail, de façon à dégager les fonds nécessaires

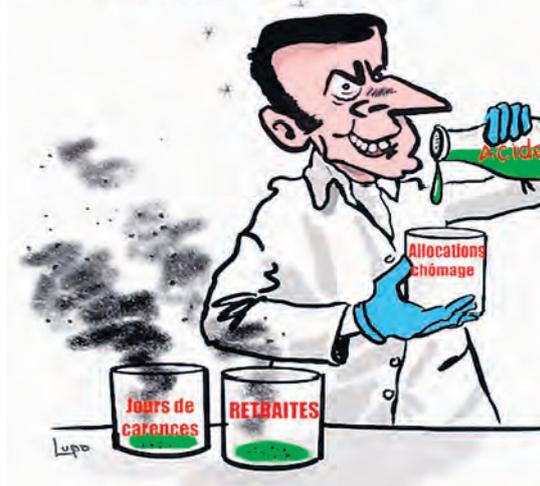
au maintien des profits des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Il a voulu dissimuler ses attaques contre les travailleurs, les retraités et les chômeurs, les baisses des budgets sociaux, le délitement de l'hôpital et de l'école, en s'aidant de discours démagogiques copiant ceux de l'extrême droite. Sa prétention, son mépris des petites gens, autant que sa politique, ont logiquement suscité une haine générale dans les milieux populaires et un puissant rejet électoral. Lui qui avait promis de supprimer toute raison de voter RN a provoqué l'inverse, une montée inédite de l'extrême droite. Le 9 juin, le vote RN

des milieux populaires a été en grande partie un vote anti-Macron.

En provoquant de nouvelles élections, Macron tente de rejouer la pièce de 2017 et 2022, celle du barrage à Le Pen. Il parie sur le discrédit de la gauche d'un côté et le repoussoir RN de l'autre, pour agréger le centre autour de lui. Mais pour le moment il y a peu de candidats pour embarquer sur son *Titanic*. La gauche a rapidement fait un accord pour tenter de sauver ses places. Une partie de la droite, en la personne de Cioti, président de LR, a accepté une alliance avec le RN, après il est vrai avoir depuis longtemps repris son programme. Quant aux députés macronistes eux-mêmes, ils tentent de sauver leur siège en se démarquant du président.

Le Mozart de la finance,

Dissolution : une longue pratique



le plus jeune Président depuis Louis-Napoléon Bonaparte, l'incarnation de Jupiter s'est donc usé en sept ans, sans gloire, abandonnant quasiment la place à cette extrême droite dont il prétendait protéger le pays. À ce jour la Bourse, c'est-à-dire la bourgeoisie, ne s'est pas beaucoup émue de ses cabrioles politiques. Elle

sait qu'il lui reste au moins deux recours : l'alliance droite extrême droite d'un côté, la nouvelle mouture de l'union de la gauche de l'autre. La seule chose qui pourrait inquiéter les puissants serait un mouvement profond venant du monde du travail pour imposer ses exigences.

Paul Galois



Les candidats de Lutte ouvrière

Alors que, une fois de plus, les bateleurs politiques occupent le devant de la scène, il est vital de faire entendre le camp des travailleurs.

Il faut affirmer que les salaires, pensions et retraites doivent permettre de vivre décemment et que cela ne pourra être réalisé qu'en prenant sur les profits patronaux. Et il faut répéter qu'on ne pourra contraindre le patronat à payer que par les moyens de la lutte de classe.

Il faut montrer, par les actes et les paroles, que le

monde du travail est une force, au-delà des nationalités, des cartes d'identité, des professions, des situations. Ceux qui veulent dresser des barrières entre les travailleurs suivant les origines, les couleurs de peau ou les religions le font pour les diviser, et donc les affaiblir face aux exploiters communs, les capitalistes.

Il faut refuser l'avenir de

guerre et de misère que tous les gouvernements sont en train de préparer, en augmentant à la fois les budgets militaires, la propagande guerrière et les déclarations patriotiques. Il faut expliquer qu'on ne mettra fin aux guerres qu'en renversant le système capitaliste, et que c'est à la portée des travailleurs de tous les pays.

Il faut propager ce programme tous les jours, à toutes les occasions, dans toutes les situations. Pour le faire efficacement, il faut participer à la construction du parti communiste révolutionnaire dont les travailleurs ont besoin. C'est pour lever ce drapeau que le 30 juin, à l'occasion des élections législatives prévues suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, Lutte ouvrière présentera des candidats, tous issus du monde du travail dans toutes les circonscriptions.

P. G.

Aidez-nous dans la campagne

Bien que Macron ait voulu que cette campagne électorale soit la plus brève possible, Lutte ouvrière va faire tous les efforts pour faire connaître ses candidats et surtout les idées qu'ils incarnent.

Comme lors de l'élection européenne, il serait vain de compter sur l'aide des grands médias pour populariser les perspectives du courant communiste révolutionnaire. C'est donc une campagne de terrain en direction des travailleurs, là où ils habitent et là où ils travaillent, qu'il faut mener ces prochains jours.

Nos candidats ont besoin de l'aide de tous : pour coller les affiches affirmant leur candidature sur les panneaux officiels dès qu'ils seront installés par les mairies et pour aller à la rencontre des travailleurs, les écouter, répondre à leurs questions et développer nos idées.

Cette campagne électorale imprévue représente un coût important pour une organisation comme la nôtre, qui n'est soutenue financièrement que par ses militants et sympathisants, et que les lois électorales écartent du remboursement des frais de campagne (impression et transports de dizaines



de millions de bulletins de vote, de professions de foi et de milliers d'affiches). Ces deux campagnes successives, européenne et législative, représentent un effort financier considérable, qui nécessite l'aide financière de tous ceux qui sympathisent avec notre combat.

Soyez nombreux à aider financièrement Lutte ouvrière à mener campagne et à nous aider via notre Association de financement du parti Lutte ouvrière, dans les conditions spécifiées page 15 de ce journal.

Lucien Détroit

Meeting à Paris

avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 22 juin à 15 heures

Théâtre de la Mutualité

**24 rue Saint-Victor, Paris 5^e
métro Maubert-Mutualité**

entrée libre

Pour suivre le meeting en direct : www.lutte-ouvriere.org/direct

Nouveau Front populaire : tout sauf un barrage à l'extrême droite

Le soir du 10 juin, les représentants des principales formations politiques de gauche, l'écologiste Marine Tondelier, Olivier Faure pour le Parti socialiste, Fabien Roussel pour le PCF et Manuel Bompard pour la France insoumise, LFI, sont apparus côte à côte pour annoncer « la constitution d'un nouveau Front populaire », rassemblant « toutes les forces de gauche humanistes, syndicales, associatives et citoyennes ».

De mauvais esprits pourraient dire que la crainte, pour bon nombre de députés, de perdre leur siège explique ce soudain élan unitaire, totalement absent durant la campagne européenne. Cet élan est d'ailleurs tempéré par les exigences des uns et des autres, telles celles de Raphaël Glucksmann, tête de liste aux Européennes pour le Parti socialiste et Place publique, qui pourraient bien gâcher la photo de famille.

Reste que, une fois de plus, pour répondre à tous ceux qui voient avec une juste inquiétude la montée de l'extrême droite, les différents partis de gauche ne proposent qu'un accord électoral censé lui « barrer la route ». « Nous sommes les seuls capables d'empêcher le désastre », a affirmé la députée LFI de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain. Mais pourquoi un tel désastre ?

Ni elle ni aucun des représentants du PS, du PC et des écologistes ne répondent à la question, et pour cause, car tous veulent faire oublier leur responsabilité dans la montée de l'extrême droite.

L'Union de la gauche, le programme commun, et leurs variantes ont bien sévi. La gauche unie est déjà parvenue au pouvoir, en 1981. Le gouvernement comportait des ministres communistes et pouvait s'appuyer sur une Assemblée dont l'écrasante majorité était à gauche. Mais cette gauche au pouvoir a mené la même politique que ses prédécesseurs de droite. N'est-ce pas ce gouvernement de la gauche unie qui a décidé le blocage des salaires ? Par la suite, les différents gouvernements de gauche ne sont jamais revenus sur les attaques décidées par leurs prédécesseurs de droite, par

exemple contre les retraites. Ce sont ces trahisons des espoirs de toute une partie de la classe ouvrière qui ont profondément démoralisé celle-ci, ouvrant la voie à une progression du Front national, et maintenant du RN.

L'objectif de ce nouveau Front populaire est de « transformer l'addition du score des gauches en dynamique politique », selon les mots de Clémentine Autain. Il est donc question d'arithmétique électorale. Mais qu'en est-il du vrai combat à mener contre les idées du RN ? C'est bien là que le bât blesse, car les représentants de la gauche

sont sur le même terrain du nationalisme. Parti socialiste et Place publique n'ont pas cessé de tenir des propos militaristes pour justifier l'engagement dans la guerre menée pour les intérêts des capitalistes occidentaux contre ceux des oligarques russes. Du « produire français » du Parti communiste, de « l'acheter français » de François Ruffin, au slogan « La France revient » de Bardella, il n'y a vraiment qu'un très petit pas.

Surtout, aucun ne veut mettre en cause la dictature des capitalistes sur l'ensemble de la société.

Les dirigeants des

partis de gauche ont largement contribué, depuis des années, à obscurcir la conscience des travailleurs, au point que beaucoup, aujourd'hui, pensent voter pour leurs intérêts en votant RN. Pour remonter le courant, il faut faire renaître la conscience de classe, cette conviction que le capitalisme est le seul responsable de la crise économique, climatique et des guerres, et qu'il faut le renverser : c'est le seul véritable barrage possible aux idées d'une extrême droite mercenaire des puissants.

Aline Retesse



Manifestation dans la cour intérieure des usines Renault Billancourt le 28 mai 1936.

Impasses d'hier et d'aujourd'hui

Le député LFI de la Somme François Ruffin, plaidant pour l'unité de la gauche aux élections du 30 juin, a fait un parallèle avec la situation des années 1930. Et de rappeler que la crise de 1929 avait certes donné le nazisme en Allemagne mais aussi le Front populaire en France, donc une grande victoire ouvrière.

La conclusion s'imposerait d'elle-même : face à la crise et à la montée de l'extrême droite, il faudrait refaire le Front populaire. Les autres membres du nouveau cartel des gauches ont emboîté le pas à Ruffin, suivis par plusieurs confédérations syndicales, et tous portent ainsi un nouveau Front populaire sur les fonts baptismaux.

Certes, devant la puissance de cinq millions de travailleurs occupant les usines, le gouvernement de Front Populaire avait dû en 1936 accorder les quarante heures, deux semaines de

congés payés et des augmentations de salaires. Mais cela n'avait été qu'un bref répit face aux conséquences de la crise du capitalisme et à la marche à la guerre. Les jeunes travailleurs partis camper lors des premiers congés payés de l'été 36 travaillaient 48 heures par semaine en 1938, étaient appelés sous les drapeaux en 1939, puis mouraient ou étaient faits prisonniers en 1940, et la population allait subir cinq ans de guerre, de dictature, de bombardements. De sa crise, le capitalisme allait sortir par la

Deuxième Guerre mondiale, au prix de cinquante millions de morts, d'horreurs et de destructions innombrables. Les gouvernements des différents pays impérialistes, sous des étiquettes et des politiques différentes, y avaient conduit les peuples en pleine conscience.

La crise de 1929, qui inaugurait la marche vers ce deuxième carnage, a bien eu les conséquences politiques immédiates dont parle Ruffin, le nazisme et le Front populaire, mais il évite de dire la suite. Dans les deux cas il s'agissait de désarmer les travailleurs, soit par la terreur, soit par le mensonge, afin de les détourner de la voie révolutionnaire et, finalement, d'en faire de la chair à canon pour les règlements de comptes entre capitalistes.

Paul Galois

Les résultats de Lutte ouvrière

La liste que Lutte ouvrière présentait aux élections européennes a recueilli au total 121 281 voix, soit 0,49 % des suffrages exprimés. Ce sont bien sûr des résultats très modestes mais qui, malgré le silence médiatique, confirment la présence de notre courant communiste révolutionnaire.

Notons qu'aux Antilles les pourcentages sont nettement supérieurs, puisque Lutte ouvrière recueille 5,57 % correspondant à 2 162 voix en Guadeloupe et 2,93 % correspondant à 1 001 voix en Martinique. Pour ces deux départements d'outre-mer, l'abstention était de 86 % et 87 %, comme c'est compréhensible, et souvent le cas, pour des élections à un

Parlement européen situé à des milliers de kilomètres et bien loin des préoccupations des électeurs ultramarins. Notons qu'en Guadeloupe la liste Lutte ouvrière, sur laquelle le militant de Combat ouvrier Jean-Marie Nomertin était candidat, a recueilli près de deux fois plus de voix que lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2022.

Pierre Royan

Appels syndicaux: les exigences des travailleurs s'imposeront par la lutte!

Après les résultats des élections européennes, le succès du RN et l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, bien des militants, bien des travailleurs, notamment immigrés, souhaitent manifester et dire combien ils sont opposés à l'idée d'une arrivée au gouvernement des amis de Le Pen et Bardella. On ne peut que partager leur légitime émotion.

C'est une des raisons pour lesquelles cinq directions syndicales appellent à « manifester le plus largement possible », notamment le week-end du samedi 15 juin, déclarant: « Notre République et notre démocratie sont en danger ».

L'appel intersyndical, signé par la CGT, la CFDT, l'Unsa, la FSU et Solidaires, affirme qu'« il faut un sursaut démocratique et social », qu'« après le choc des européennes, les exigences sociales doivent être entendues » et donne pour but aux manifestations de « porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail ». Cet appel à des « alternatives de progrès » est évidemment pour l'intersyndicale une façon de laisser entendre qu'il faut voter le 30 juin

pour le rassemblement de gauche, dont les partis appellent d'ailleurs aux manifestations, car ce nouveau Front populaire pourrait tenir compte « des exigences du monde du travail ». Mais peut-on vraiment le croire?

Bien sûr, le communiqué liste aussi ce que pourraient être lesdites exigences, énumérant l'augmentation des salaires, l'abandon des attaques contre les retraites, et demandant même au gouvernement Macron, ou plutôt à ce qu'il en reste, de renoncer à la réforme de l'Assurance chômage... Ce sont des points sur lesquels le rassemblement électoral de la gauche peut faire des promesses. Mais, faut-il s'en remettre à une telle alternative, fût-elle « de progrès »?

Bien sûr, on ne peut croire aux promesses que



Manifestation à Brest, lundi 10 juin, contre le RN.

DAVID CORMIER LE TÉLÉGRAMME

même le RN fait en matière sociale, sur lesquelles il a bâti une partie de son succès électoral. Mais comment croire aujourd'hui que, face au danger du RN, la « République » serait une protection? Au sein de cette république, tous les partis qui ont gouverné, de gauche comme de droite, se sont comportés en ennemis implacables du monde du travail, dont ils ont fait reculer les conditions de vie et d'emploi. Tous portent une responsabilité dans la situation d'aujourd'hui car, sur les questions des salaires,

des licenciements, de la retraite, des services publics, ils ont mené la même politique exigée par les capitalistes contre la classe ouvrière.

Alors, il ne faut surtout pas attendre du gouvernement qui sortira des urnes les 30 juin et 7 juillet, quel qu'il soit, qu'il satisfasse les exigences du monde du travail. Il faut se préparer à les lui imposer par la lutte, par la grève, par la mobilisation des travailleurs dans les entreprises et dans la rue.

Dès maintenant, le week-end du 15 juin et après, il

faut bien sûr manifester, et Lutte ouvrière appelle à participer aux cortèges syndicaux, non pas pour appeler à se fier à la République et à la « démocratie » mais pour dire qu'il faut se fier à la lutte des travailleurs et qu'il faut la préparer. Elle seule pourra imposer leurs exigences, s'assurer de leur mise en pratique et faire que tôt ou tard – et le plus tôt sera le mieux – ceux qui produisent toutes les richesses et font fonctionner la société soient aussi ceux qui la dirigent.

Marion Ajar

Front républicain ou front des travailleurs?

Depuis 2002, chaque fois que l'extrême droite sort en force des élections, les partis de la gauche de gouvernement en appellent au front républicain.

C'est ainsi qu'on a pu voir la gauche appeler à voter Chirac en 2002, puis qu'elle a présenté Hollande comme le sauveur, et qu'ensuite, par deux fois elle a appelé à voter Macron pour faire barrage à l'extrême droite. Le résultat est que le barrage est devenu un véritable boulevard!

En réalité, les partis de gauche font ainsi la démonstration qu'ils se considèrent comme faisant tous partie d'un même système, dont ne ferait pas partie le seul RN. C'est affirmer ainsi une communauté avec le parti de Macron et même avec LR en tant que partis « républicains », et cela au moment où Bardella et Le Pen n'attendent qu'une chose: de prouver qu'ils sont capables de gouverner comme

les autres partis bourgeois, et aussi violemment contre les travailleurs.

Mais, pour les travailleurs, laisser entendre que ces politiciens, qui aident les patrons à fermer des usines, qui suppriment des postes d'enseignants ou de soignants, qui attaquent les conditions de

vie des chômeurs, réduisent les APL, détruisent les retraites, sont respectables car « républicains » est tout simplement révoltant.

Les appels à « l'arc », au « front », ou au « champ » républicain sont une tromperie. La société se divise bien en deux: d'un côté le camp des travailleurs, de l'autre ses ennemis et les politiciens à leur service.

M. A.



Manifestation le 1^{er} mai 2002, à Clermont-Ferrand.

DOMINIQUE PARAT

Lutte ouvrière appelle à manifester

(Communiqué)

Par solidarité avec une partie importante de la classe ouvrière et notamment de sa composante immigrée, inquiète devant l'éventualité de voir le Rassemblement national associé au pouvoir, Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations de samedi 15 juin.

Elle ne participe cependant pas à l'opération intitulée « Front populaire » montée par des partis dits de gauche qui, à chaque fois qu'ils ont été au pouvoir, ont gouverné dans l'intérêt de la grande bourgeoisie contre les classes

populaires.

Leur responsabilité est écrasante dans la montée de l'extrême droite, de ses idées et de ses hommes politiques.

Lutte ouvrière appelle les travailleurs à refuser leur confiance aux politiciens de la bourgeoisie, quelle que soit leur étiquette. Elle les appelle à ne se fier qu'à une reprise de conscience de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts contre la bourgeoisie, les actionnaires de la grande industrie et de la finance.

Nathalie Arthaud,
le 12 juin

À Paris, la manifestation partira de la place de la République à 14 heures

RN : plus près du pouvoir et du patronat

Le score du RN aux élections européennes, suivi de la dissolution de l'Assemblée nationale, rend possible l'accès de Bardella à Matignon.

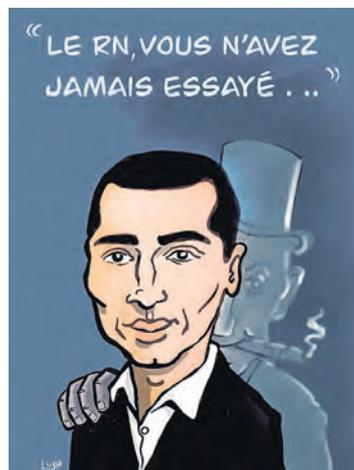
Mais, plus il se rapproche du pouvoir, plus le RN démontre combien il est un parti bourgeois pro-patronal, hostile aux travailleurs.

Le ralliement au RN d'Éric Ciotti, président du parti LR, l'ex-grand parti de la droite gaulliste, le démontre de façon spectaculaire. LR est l'ancien parti de Sarkozy, vomé par les travailleurs après cinq ans à l'Élysée. C'est le parti de Bruno Le Maire, qui met en œuvre les coupes budgétaires antiouvrières pour le compte de Macron, et celui de Gérald Darmanin, qui envoie sa police contre les travailleurs en lutte. Malgré les remous qu'il provoque dans LR, l'accord électoral concocté par Ciotti est un prolongement d'un accord sur les idées, qui est visible depuis des années. Il démontre qu'il n'y a aucune frontière étanche entre les politiciens du RN et ceux de LR, mais aussi ceux du parti de Macron, du PS et finalement du reste de la gauche. De proche en proche, ils sont prêts à tous les retournements d'alliances pour accéder ou rester au pouvoir.

Pendant des années, le RN, fondé par des nostalgiques de Pétain et de l'Algérie française, et dirigé par une riche famille de Saint-Cloud, s'est fait passer pour le « parti du peuple ». Il pouvait d'autant plus passer pour antisystème qu'il était ostracisé par les autres. « Ils lui tapent tous dessus » et « On ne l'a jamais essayé », sont deux arguments souvent répétés par ses électeurs ouvriers. Il a largement bâti son socle électoral en visant les classes populaires en particulier dans les régions frappées par le chômage, la disparition des services publics, des hôpitaux, de la poste, des transports. Il a trouvé une assise dans des villes ou des régions longtemps gérées par les partis de gauche, dont les passages au pouvoir ont écorché et déboussolé les travailleurs. Il a prospéré sur l'inquiétude et la peur de l'avenir d'une large fraction des classes populaires.

Sans jamais viser le patronat responsable des bas salaires, le RN a prétendu se préoccuper du pouvoir d'achat des salariés. En 2022, Le Pen disait vouloir baisser les cotisations sociales pour augmenter le smic. Pendant la campagne des européennes, Bardella promettait, s'il accédait au pouvoir,

rétablira le « prix français de l'énergie ». La gauche affirme qu'elle imposera un nouveau calcul du prix des énergies et augmentera le smic. Mais les dirigeants des plus grandes entreprises du pays restent tout de même sereins. L'un d'eux l'a exprimé ainsi : « *Tout le monde veut renverser la table mais, une fois au pouvoir, les responsabilités, ça responsabilise.* » Effectivement, les promesses n'engagent que



d'abroger la réforme des retraites, qu'il qualifiait d'injuste tout en désapprouvant les grèves au printemps 2023. Mais dès le 11 juin sur RMC, il rétro pédalait en déclarant : « *Nous verrons* », et même « *La conjoncture économique ne nous le permettra pas.* » Le RN n'est pas encore au pouvoir, mais il fait déjà le coup de l'héritage et des comptes publics dégradés par ses prédécesseurs pour justifier l'abandon de ses quelques promesses électorales plus ou moins sociales. Il maîtrise tous les codes des partis de politiciens : faire des promesses pour avoir les voix ouvrières, puis les piétiner sans délai pour servir la bourgeoisie.

Cela doit être un avertissement pour ceux des travailleurs qui ont utilisé le vote RN pour exprimer leur colère devant la dégradation de leur sort et leur révolte face aux injustices qu'ils ressentent. Le RN, outre la xénophobie et le racisme qu'il charrie, est partout les pores un parti de la bourgeoisie, composé de politiciens arrivistes plein de mépris pour les travailleurs et les pauvres, qu'ils soient français ou étrangers.

Xavier Lachau

Glucksmann : le va-t-en-guerre

Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste et de Place publique aux européennes, ne manque pas une occasion de jouer les va-t-en-guerre.

Mais, cela ne suffisant pas encore, il déclare qu'il faut multiplier la fabrication des engins de mort aussi au niveau européen. Le premier point de sa circulaire pour les européennes proposait : « *Défendre l'Europe en augmentant l'aide à la résistance ukrainienne et en lançant un fonds de 100 milliards d'euros pour financer l'industrie de la défense européenne.* » Quand Macron a franchi le pas de l'envoi de missiles destinés à frapper des cibles en territoire russe, Glucksmann l'a félicité : « *Nous sommes les cibles de la croisade de Vladimir Poutine, parce que la sécurité en Europe se joue maintenant sur le front ukrainien.* »

En revanche il ne dit rien sur les salaires, les

pensions, les allocations victimes de la hausse des prix. Rien sur les 130 plans de licenciements en cours dans le pays, visant plus de 90 000 travailleurs, effectués par des grands groupes qui versent de copieux dividendes aux actionnaires. Pour se démarquer de Macron, il s'est contenté de déclarer : « *Nous nous heurtons aux puissances de l'argent, auxquelles notre président semble prêt à tout céder.* » C'est une version à peine réchauffée de la mauvaise blague de Hollande en 2012, déclarant : « *Mon ennemi, c'est la finance.* » Glucksmann, loin de vouloir se « heurter aux puissances de l'argent », veut au contraire en être le premier fantassin.

Christian Bernac



Paroles, paroles : les travailleurs ne se nourrissent pas de promesses

À la veille du 30 juin, les promesses électorales fleurissent.

Le Rassemblement national et les partis du Front populaire, nouvelle mouture de l'union de la gauche, prétendent tous se préoccuper du sort des salariés qui ont de petits revenus ou de petites retraites, et se disent prêts à combattre la hausse des prix.

Ainsi le RN affirme qu'il baissera la TVA sur le gaz, l'électricité, le fioul et qu'il

rétablira le « prix français de l'énergie ». La gauche affirme qu'elle imposera un nouveau calcul du prix des énergies et augmentera le smic.

Mais les dirigeants des plus grandes entreprises du pays restent tout de même sereins. L'un d'eux l'a exprimé ainsi : « *Tout le monde veut renverser la table mais, une fois au pouvoir, les responsabilités, ça responsabilise.* »

Effectivement, les promesses n'engagent que

ceux qui les croient. Si le monde du travail, si tous ceux dont les revenus sont épuisés dès le 10 du mois veulent obtenir une augmentation des pensions de retraite, des salaires ou des allocations pour réussir à assumer leurs dépenses de base, ils doivent se préparer à l'imposer. Quel que soit le futur gouvernement, même les petites réformes ou coups de pouce attendus par les salariés et les plus pauvres seront sacrifiés à la défense des

profits. Le grand patronat a bien des moyens de dicter les réformes qu'il souhaite, et qui consistent à faire les poches des classes populaires pour grossir ou maintenir ses fortunes.

Sans rien attendre du résultat des élections, il y a nécessité à ce que les travailleurs s'organisent autour de revendications indispensables, en particulier l'augmentation – et l'indexation sur les prix – des pensions de retraite, des salaires, des allocations de

chômage, la répartition du travail entre tous, l'interdiction des licenciements, et contre la précarité et l'exploitation qui se durcissent dans les entreprises.

Le seul moyen pour les travailleurs de défendre leur niveau de vie et leurs conditions d'existence est de s'organiser pour imposer à la bourgeoisie leurs exigences, celles de la classe qui produit tout et sans laquelle rien ne fonctionne.

Inès Rabah

Mort de 27 migrants : les entraves à l'enquête viennent d'en haut

En novembre 2021, le naufrage d'un bateau de migrants qui traversait la Manche avait fait au moins 27 morts.

Les trois juges d'instruction chargés de l'enquête sur les circonstances de ce naufrage dénoncent les pressions exercées sur les gendarmes enquêteurs par la hiérarchie militaire.

Sept militaires du Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) au cap Gris-Nez, dans le Pas-de-Calais, et du *Flamant*, un patrouilleur de la marine nationale, ont été mis en examen en 2023 pour non-assistance à personne en danger. L'enquête a en effet révélé que, pendant des heures, les migrants avaient passé des appels à l'aide aux militaires du Cross, qui n'avaient pas envoyé de secours. Le *Flamant*, qui était

en mer cette nuit-là, ne surveillait pas la fréquence internationale de détresse sur laquelle les Britanniques ont émis quatre messages d'alerte.

Selon une écoute téléphonique, cette enquête aurait rendu « fou furieux » le chef d'état-major de la marine, Pierre Vandier, aujourd'hui numéro deux de l'armée, qui « veut la peau » des gendarmes de la section de recherches chargés de l'enquête. Les effectifs de cette section ont d'ailleurs diminué de 40 % depuis.

S'appuyant sur un avis du ministère des Armées, les avocats des militaires mis en cause demandent l'annulation de la procédure,

au motif que seules des juridictions spécialisées en matière militaire seraient aptes à enquêter sur des membres de l'armée.

L'État a du sang sur les mains, et il voudrait le cacher. Ceux qui tentent chaque année de traverser la Manche sont de plus en plus nombreux : alors que seulement 8 466 migrants y étaient parvenus en 2020, ils auraient été 45 774 en 2022, et 29 437 en 2023. Les autorités françaises et britanniques ont tout fait pour empêcher ces traversées. Des drones, des jumelles à vision nocturne et des caméras de surveillance sont utilisés pour repérer les embarcations. Les bateaux des migrants arrêtés sur les plages sont systématiquement crevés. Les moyens de sauvetage, en revanche, n'ont évidemment pas été augmentés en proportion du nombre croissant de personnes à secourir. Douze migrants sont morts dans la Manche en 2023, et quatre sont portés disparus. Au moins quinze sont déjà morts en 2024. C'est bien la politique décidée au sommet de l'État qui est responsable et coupable.

Hélène Comte



Rassemblement après le naufrage de novembre 2021.

Bolloré : pas près d'être jugé...

Le Parquet national financier a demandé la tenue d'un procès contre Vincent Bolloré dans une affaire de corruption en Guinée et au Togo entre 2009 et 2011.

Vincent Bolloré, qui figure parmi les dix hommes les plus riches de France, avec une fortune de près de 10 milliards d'euros, est mis en cause depuis près de dix ans, avec deux autres responsables de son groupe, pour avoir contribué aux financements des campagnes électorales victorieuses de Faure Gnassingbé au Togo et Alpha Condé en Guinée. Une fois en poste, les deux présidents auraient ensuite

fourni tous les appuis nécessaires pour la prise de contrôle des activités portuaires de Lomé au Togo et de Conakry en Guinée par Bolloré Africa Logistics.

De nombreux échanges de messages et relevés d'agendas marqués des mystérieuses initiales « VB » indiquent que le patron suivait personnellement ces dossiers. Mais Bolloré est loin de trembler à l'approche de son procès. Ses avocats ont affirmé que, selon eux, le dossier serait vide, alors que Bolloré et ses deux anciens directeurs avaient plaidé coupable en 2021, acceptant de payer 375 000 euros d'amendes en échange

de l'abandon des poursuites, avant qu'un autre juge n'annule cette procédure. La multinationale, quant à elle, a bien pu éviter un procès après s'être acquittée d'une amende de 12 millions d'euros.

Vincent Bolloré, qui est désormais âgé de 72 ans, a eu le temps d'encaisser ses dividendes et même de vendre ses affaires en Afrique, pour la modique somme de 5,7 milliards d'euros, au géant du transport de conteneurs MSC. Il a de quoi voir venir et même de payer quelques frais d'avocats sans que cela entame beaucoup sa fortune.

Sacha Kami



Lors d'une précédente manifestation, en septembre 2023.

Projet de l'A69 : nouvelle mobilisation

Du vendredi 7 au dimanche 9 juin, malgré l'interdiction par la préfecture, des milliers de manifestants se sont à nouveau retrouvés dans le Tarn pour dénoncer la construction en cours de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres et ses conséquences environnementales.

Le ministre de l'Intérieur, Darmanin lui-même, revendiquait la paternité de l'interdiction et peignait les manifestants en dangereux terroristes qui seraient venus « s'en prendre aux biens, attaquer des personnes ». Alors que le déchaînement policier autour des méga-bassines de Sainte-Soline en mars 2023 est encore présent dans les têtes, avec ses 200 manifestants écologistes blessés, dont 40 gravement, l'interdiction assortie du déploiement de 1 600 policiers et gendarmes visait à faire peur pour limiter la protestation. Et en même temps c'était le meilleur moyen de faire monter la tension.

La préfecture a ainsi pu se féliciter à la fin du week-end d'avoir protégé les engins de chantier, et fournir des images d'affrontements aux médias. Mais en parallèle, depuis plusieurs mois, des parlementaires et des journalistes ont mis en lumière l'implication du groupe pharmaceutique Pierre Fabre, basé à Castres, et qui représente 2,8 milliards de chiffre d'affaires en 2023. Il a toujours assumé son soutien à l'autoroute : en 2006 déjà, Pierre Fabre lui-même avait obtenu l'accord de Perben, ministre de Villepin-Chirac, et, quelques mois avant son décès en 2013, il avait obtenu l'engagement de François Hollande.

L'implication économique directe de ce groupe a été révélée ces derniers mois. Ainsi, via une société luxembourgeoise, il a participé à une entreprise qui

exploitera l'autoroute et encaissera les péages, fixés à plus de 8 euros pour 50 kilomètres. Par ailleurs, dans des annexes confidentielles signées avec l'État lors du contrat de concession, le groupe apparaît comme actionnaire d'un projet de 40 hectares de panneaux solaires, qui seront installés sur les terrains inutilisés au bord de l'autoroute.

Le groupe continue son lobbying direct et, encore en septembre dernier, il a écrit au gouvernement pour éviter l'abandon du projet, un courrier qui n'a toujours pas été rendu public. Le groupe compte aussi sur un réseau de politiciens locaux qui se font volontiers les défenseurs des « enjeux économiques », c'est-à-dire des intérêts patronaux sur ce dossier de l'A69. C'est le cas de Carole Delga, présidente de région PS, ou encore du député du Tarn Jean Terlier. Ce dernier, ardent défenseur de l'autoroute et dont l'épouse est par ailleurs une haut cadre du groupe Fabre, a été nommé président de la commission d'enquête parlementaire sur le montage financier autour de l'A69.

Tout cela révèle les réseaux d'intérêts et d'influence dont dispose un grand groupe industriel. L'État continue à ignorer les problèmes environnementaux que soulève son projet et agit en fonction des seuls intérêts du groupe Fabre par des montages financiers, des lois, ou comme le 9 juin en faisant intervenir policiers et gendarmes.

Lucas Pizet

Gaza-Israël : Netanyahou contesté

Les massacres de l'armée israélienne continuent dans la bande de Gaza. Elle a mené successivement, dans le même camp de réfugiés de Nusseirat, une attaque contre une école désaffectée de l'UNRWA, jeudi 6 juin, suivie samedi 8 juin d'une des offensives les plus meurtrières de cette guerre, qui a abouti à la libération de quatre otages israéliens.

L'école qui a été prise d'assaut abritait des milliers de Gazaouis déplacés à plusieurs reprises depuis le mois d'octobre, au fur et à mesure des attaques de l'armée israélienne, et qui s'étaient réfugiés dans un des rares bâtiments qui tenaient encore debout. L'armée n'a pourtant pas hésité à attaquer ce bâtiment surpeuplé, sous prétexte d'éliminer quelques membres du Hamas, dont neuf auraient été tués. L'attaque aurait fait 37 morts, dont trois femmes et neuf enfants.

L'horreur s'est à nouveau déchaînée le 8 juin, avec une offensive d'une rare ampleur menée dans une zone très fortement peuplée, et visant à libérer quatre otages israéliens. Un déluge de bombes, des combats au sol, ont fait

274 morts et 700 blessés côté palestinien. L'hôpital Al-Aqsa a été envahi de blessés graves, d'amputés, de grands brûlés, alors qu'il n'a plus que très peu de ressources ou même d'anesthésiques pour soigner ces patients.

Le Premier ministre Netanyahou a voulu ainsi faire une nouvelle fois une démonstration de son intransigeance. Il espérait ainsi que la libération de quatre otages lui apporte un regain de popularité dans la population israélienne. Mais rien n'est moins certain. Le prix à payer pour le jusqu'au-boutisme de Netanyahou inquiète une partie des familles d'otages, qui continuent à manifester régulièrement pour exiger un accord permettant leur



Après un bombardement israélien dans le camp de Nousseirat, à Gaza, le samedi 8 juin 2024.

libération. Il resterait 120 otages à Gaza, dont la moitié sont supposés vivants. Sept seulement, depuis le mois d'octobre, ont été libérés par l'armée israélienne, et le Hamas affirme que plusieurs ont été tués par ces opérations militaires, ainsi que par les combats depuis plusieurs mois. Une partie des Israéliens dénoncent aussi l'horreur du massacre, des ONG ont dénoncé la torture des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes.

C'est dans ce contexte que Benny Gantz, ancien général et l'un des principaux

opposants à Netanyahou se situant au centre-droit, a annoncé dimanche 9 juin sa démission du cabinet de guerre auquel il participait depuis le 7 octobre. Gantz cherche à tirer profit des contestations contre le Premier ministre et à se placer comme une alternative à Netanyahou, et il a rencontré le secrétaire d'État américain Anthony Blinken lors de son déplacement au Moyen-Orient mardi 11 juin.

La paix que pourraient négocier les dirigeants américains ne pourrait être qu'une courte trêve, un

intervalle entre deux épisodes de guerre, la population palestinienne de Gaza restant condamnée à vivre dans des ruines, dans des camps de réfugiés, privée des moyens de se soigner et de se nourrir correctement et sous la menace des interventions de l'armée israélienne.

Il ne pourra y avoir de véritable alternative sans une rupture avec la politique menée depuis la naissance d'Israël, consistant à nier les droits nationaux des Palestiniens et à les spolier de leurs terres et de leurs biens.

Hélène Comte

Inde : Modi réélu mais affaibli

Sorti vainqueur des élections législatives indiennes, Narendra Modi a été désigné comme Premier ministre pour un troisième mandat consécutif. Mais il n'a pas reçu le plébiscite auquel il avait appelé le milliard d'électeurs que compte l'Inde.

Malgré la propagande, les arrestations, les menaces, les sanctions fiscales contre l'opposition et les fraudes, son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP), n'a obtenu que 240 députés, soit une perte de 63 sièges. C'est en deça des 272 nécessaires pour disposer de la majorité absolue à la chambre basse du Parlement, et surtout c'est loin des 400 qui étaient l'objectif martelé depuis des mois par les médias et les réseaux sociaux relayant sa propagande. S'il atteignait cette barre, Modi se faisait fort de modifier la Constitution, héritée du mouvement pour l'indépendance en 1947, dans un sens autoritaire et ouvertement discriminatoire envers les musulmans. Durant sa campagne, le BJP n'a eu en effet de cesse de désigner les 200 millions d'Indiens de confession musulmane comme des « infiltrés », prétendument hostiles

par nature à la culture hindoue et ainsi assimilés à des ennemis de l'intérieur. Cette ficelle du nationalisme et de l'hindouisme, usée jusqu'à la corde, n'a pas suffi.

Le symbole de ce revers a été la défaite du BJP dans la circonscription d'Ayodhya

où, en janvier dernier, Modi avait inauguré avec faste un temple hindou sur l'emplacement d'une mosquée détruite en 1992 par des extrémistes, ce qui avait provoqué alors une vague d'émeutes et des milliers de morts. L'État de l'Utar Pradesh, le plus peuplé de l'Union indienne, où se situe ce temple et qui est dirigé par un moine du BJP réputé pour son fanatisme, a également voté en majorité pour l'opposition à Modi.



Les feux d'artifices d'Ayodhya pour Modi en janvier dernier.

Il semble que le BJP ait fortement reculé dans les zones rurales parmi les paysans pauvres, les basses castes et les dalits, ces opprimés désignés par la religion hindoue comme des intouchables ou des parias et employés aux tâches les plus pénibles et les plus mal payées. Le moins que l'on puisse dire est que les discours triomphalistes de Modi dépeignant l'Inde comme une superpuissance économique apportant fierté et prospérité à sa population n'ont pas convaincu.

L'insolente prospérité des grandes dynasties de milliardaires indiens depuis plus d'une décennie, les Mukesh Ambani, Gautam Adani et autres Akshmi Mittal, tranche en effet avec le sort des centaines de millions de personnes réduites à la plus grande pauvreté, au chômage et à une précarité permanente dans les campagnes comme dans les villes.

Le BJP de Modi devra donc, pour gouverner, composer avec l'appui de divers partis régionaux liés à lui dans le cadre d'une coalition, l'Alliance démocratique

nationale (NDA). Rien ne dit cependant que cela mettra un coup d'arrêt à sa politique en faveur des nantis ni même à sa démagogie et à ses attaques envers les musulmans sur lesquelles ce parti de 180 millions de membres s'est construit.

L'opposition, largement unie derrière le Parti du Congrès à la faveur de ce scrutin au nom de la lutte contre la « dictature de Modi », bien que minoritaire, sort renforcée et attend son heure. Mais la classe ouvrière, les chômeurs, les petits exploitants agricoles et les centaines de millions de prolétaires opprimés que compte l'Inde n'ont rien à attendre de ce parti et de ses alliés qui ont, tout comme Modi et le BJP, gouverné l'Inde durant des décennies pour le compte de la grande bourgeoisie. Il leur faudra combattre leurs ennemis de classe, la dictature sociale de la bourgeoisie et le carcan de l'impérialisme. C'est en en prenant conscience qu'ils pourront unir leurs forces et changer leur sort.

Pierre Delage

Ukraine : guerre, reconstruction et profits

Mardi 11 juin s'ouvrait à Berlin une conférence sur la reconstruction de l'Ukraine. Ce n'est ni la première ni la dernière, tant les besoins augmentent au fil des mois d'un conflit guerrier dont on ne voit pas l'issue.

Ce sont les soutiens occidentaux de Kiev qui, en poussant leurs pions en Europe de l'Est depuis trente ans, ont acculé la Russie à réagir en envahissant l'Ukraine et qui, depuis, arment et financent ce régime dont ils ont fait leur champion dans la région.

Quelques jours après Berlin, 90 pays et organismes divers participeront, en Suisse, à une conférence dite sur la paix en Ukraine, sans la Russie ni la Chine.

Ainsi va cette guerre, de soldats s'entretenant dans les tranchées en civils tués par des bombes de part et d'autre, d'escalade militaire en lignes rouges que les gouvernants disaient se refuser à franchir, mais qu'ils franchissent les unes après les autres. C'est le cas quand ils livrent maintenant des avions à Kiev pour frapper le territoire russe, ou quand Macron déclare vouloir envoyer des militaires en Ukraine. Tout en répétant que leur pays n'est pas en guerre contre la Russie, les dirigeants occidentaux font de nouveaux pas en ce sens, au risque d'enclencher une réaction incontrôlable.

En même temps que l'Occident amasse de quoi mettre à feu et à sang bien plus que ce seul morceau d'Europe, ses dirigeants semblent ne plus trop savoir comment se dépêtrer de cette guerre. Il est clair que Poutine ne peut pas se permettre de la perdre. Mais si les puissances impérialistes ne peuvent laisser leur allié ukrainien se faire écraser par Moscou, elles ne veulent pas non plus d'une défaite du Kremlin, qui provoquerait un chaos gigantesque en ex-Union soviétique dont elles ne sauraient venir à bout.

Alors, les camps opposés s'accommodent de cette contradiction explosive, tout en cherchant à en tirer le maximum d'avantages. Le régime russe y trouve matière à serrer la vis à sa population en l'obligeant à le suivre. Et cela offre des possibilités d'enrichissement inouïes aux

nantis, oligarques et généraux corrompus du régime ukrainien, qui peuvent piller non seulement les ressources du pays, mais une part des fonds occidentaux. Certes, leurs fournisseurs se fâchent parfois, mais ils savent aussi faire preuve de compréhension, car la majeure partie de la prétendue aide à l'Ukraine revient en définitive aux capitalistes occidentaux.

Plus la guerre dure, plus les grandes firmes américaines et européennes d'armement font d'affaires en fournissant l'Ukraine, mais aussi en renouvelant à un rythme accéléré ce que les armées françaises, allemandes ou américaines cèdent à Kiev. Car, derrière les phrases de propagande sur la liberté des peuples, il y a la réalité du marché et du profit. C'est en leur nom que les Biden, Macron, Scholz et leurs ministres négocient en coulisses,



Borodyanka, dans la région de Kiev.

chacun pour le compte de ses propres capitalistes, ce qu'il pourra obtenir de Kiev en contrepartie de son « aide ».

Sur quels contrats Macron lorgnait-il quand il a juré à Zelensky le 7 juin qu'il soutiendrait le « lancement effectif » des négociations d'adhésion de Kiev à l'Union européenne « d'ici la fin du mois » ? La chose était encore plus claire le 11 juin, lorsque Zelensky a annoncé, à Berlin, qu'il discuterait avec Scholz « de la poursuite de l'aide à la défense, de l'extension du système de défense aérienne de l'Ukraine et de la production conjointe d'armes ».

Ladite reconstruction de l'Ukraine aiguise des appétits

de plus en plus nombreux. La guerre a ravagé tant d'infrastructures en deux ans et demi qu'on estime les besoins en ce domaine à 500 milliards d'euros. Et ce montant ne peut que croître avec la poursuite du conflit. Les géants français du BTP et de l'énergie sont, dit-on, bien placés pour emporter de grosses parts de ces marchés, dans le secteur de l'électricité notamment, qui a perdu la moitié de ses capacités de production en quelques mois. Et quand l'Élysée débloque 250 millions pour « aider à reconstruire l'Ukraine », il veut dire aider les Bouygues, Total, Engie et autres à rafler des contrats, les sociétés de

l'agro-business à s'emparer de plus de terres, les banques à mettre la main sur de nouveaux secteurs de l'économie ukrainienne.

C'est aussi pour cela que l'Europe verse depuis deux ans les salaires des fonctionnaires ukrainiens, sans quoi le régime ferait faillite et il n'y aurait plus personne pour signer les contrats. Et comment pourrait-il alors continuer à obliger la population à crever au front, ou bien à l'arrière sous les dettes contractées par ses dirigeants, ses bourgeois et ses bureaucrates, pour le plus grand profit des géants du monde capitaliste ?

Pierre Laffitte

Macron toujours plus belliciste

Lors de son intervention du jeudi 6 juin, Macron a franchi, du moins en parole, ce qui est présenté comme un nouveau palier dans l'engagement militaire en Ukraine, en annonçant la fourniture de Mirage 2000-5 et la préparation d'équipages ukrainiens pour les piloter.



Jusqu'à présent, des éléments de formation étaient assurés en France à des Ukrainiens pour voler sur

des F-16 américains, mais le gouvernement français n'envisageait pas de fournir des appareils de guerre

à Zelensky. Mais, de son côté, le ministre des Armées Lecornu a annoncé la formation par des officiers français d'une nouvelle brigade ukrainienne de 4500 hommes, dans un pays d'Europe de l'Est. Quant à l'envoi d'instructeurs français directement en Ukraine, Macron a à nouveau affirmé cet objectif en parlant de constituer une coalition dans ce but.

Comme souvent, dans les postures va-t-en-guerre de Macron, le théâtral n'est pas loin. Le nombre de Mirage promis à l'Ukraine et leur provenance restent un mystère. Ils sont anciens, comme une bonne partie du matériel livré par la France à Kiev, puisque leur production a été stoppée en 2007. L'impérialisme français ne joue de toute façon qu'un rôle secondaire dans la coalition occidentale qui mène la guerre à la Russie avec

la peau des Ukrainiens. Zelensky le sait très bien et, à Paris, il a rencontré son principal et décisif soutien, le président des États-Unis Joe Biden, invité lui aussi pour les célébrations du Débarquement. Biden lui a annoncé une nouvelle aide de 225 millions de dollars et s'est excusé pour les six mois de blocage au Congrès des 61 milliards de dollars qui avaient été promis à l'Ukraine.

Ainsi, autour des commémorations du carnage du 6-Juin, garantie a été donnée à l'Ukraine pour que celui qui est en cours puisse se poursuivre. Tout cela bien sûr au nom de la paix et de la liberté des Ukrainiens, voire des Européens et du monde. Les fabricants et marchands d'armes, eux, se frottent les mains et encaissent les milliards.

Boris Savin

République démocratique du Congo : foire d'empoigne autour du président

Cinq mois après l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, de longues tractations et une piteuse tentative de coup d'État le 19 mai, le président Félix Tshisekedi, réélu en décembre, a réussi le 29 mai à mettre en place un gouvernement.

Tshisekedi avait obtenu 73 % des voix, mais la participation n'avait été que de 43 % et les fraudes avaient été massives, 27 % des bureaux de vote n'ayant pas ouvert, notamment à l'est où sévit la guerre. Au Congo, comme dans tant de pays, les élections servent surtout à redistribuer les rentes politiques qui donnent accès à des marchés lucratifs et des permis pour exploiter les minerais. Les scandales de corruption sont légion. En avril, le parti de Tshisekedi a été impliqué dans une affaire de jeeps offertes à ses députés. Le budget du Parlement congolais est de 1,1 milliard de dollars : distribuée sans contrôle, cette manne permet à un député de devenir millionnaire en deux mandats.

Les politiciens jouent leur carte personnelle, comme Moïse Katumbi au Katanga, un affairiste enrichi dans l'extraction minière et propriétaire du Tout Puissant Mazembe, célèbre club de football en RDC. Tshisekedi

favorise les notables de sa région natale, le Kasai. Les rivalités alimentent la coupure entre l'est et l'ouest du pays. À l'est, une guerre sans fin est entretenue par près de 200 bandes armées : le M23, soutenu par le Rwanda de Paul Kagamé ; les milices progouvernementales Wazalendo ; les Allied Democratic Forces, affiliées à Daesh... Les Forces armées de RDC sont totalement dépassées et leurs hommes se comportent souvent comme les autres milices, qui rançonnent, volent les récoltes de cacao ou rackettent les creuseurs des sites miniers. Au total, sept millions de personnes sont déplacées dans le pays.

Parler de la corruption comme d'un « mal congolais », comme font bien des journalistes, masque les vrais responsables. Les politiciens congolais ne font que ramasser les miettes laissées par les capitalistes occidentaux, le suisse Glencore, premier extracteur de cuivre, ou le canadien

BarrickGold qui, avec une filiale de Bouygues, exploite une immense mine d'or. Si Kagamé peut envoyer ses soldats dans l'est de la RDC, c'est avec l'aval des grandes puissances qui profitent de cette plaque tournante des minerais qu'est le Rwanda de même que l'Ouganda. Les civils, mais aussi les enfants-soldats et les jeunes enrôlés comme miliciens meurent ainsi pour que les affairistes rwandais, ougandais et occidentaux puissent faire le trafic des minerais. Au passage, des officiers et des négociants congolais en tirent de bons pécules. Le coltan, l'étain et le tungstène sont ensuite raffinés en Asie du Sud-Est pour alimenter les chaînes d'approvisionnement d'Apple,

Samsung, Intel, Motorola ou Thales. Au final, ce sont ces trusts qui sucent le sang des creuseurs de RDC.

À Kinshasa, la capitale, des millions de personnes vivent dans des bidonvilles, sans eau ni électricité. L'inflation galopante ronge les salaires payés en francs congolais, alors que les propriétaires de logement exigent des dollars. Tshisekedi a mené campagne avec le slogan « le peuple d'abord », vantant la gratuité de l'enseignement primaire et des soins de maternité qu'il a mis en place. Mais, sans moyens alloués par l'État central, dont le budget est de seulement 16 milliards de dollars pour 105 millions d'habitants, les maternités sont

en faillite ; les écoles n'ont ni enseignants ni locaux suffisants ; les fonctionnaires doivent se mettre en grève pour être simplement payés.

Le pouvoir de Tshisekedi est ainsi un château de cartes qui ne tient que par la grâce des grandes puissances. Il a été reçu à Paris en avril par Macron, et Joe Biden a envoyé un représentant spécial à son investiture à Kinshasa.

Qu'importe la situation de la population, la principale préoccupation des dirigeants impérialistes est d'assurer une apparence de gouvernement de stabilité pendant que leurs capitalistes pillent les richesses du pays.

Cédric Grumel



Un camp de personnes déplacées au Nord-Kivu.

JOSPIN BENEKIRE UNICEF

Nvidia : de l'argent comme s'il en pleuvait



Mercredi 5 juin, la valeur en Bourse de la multinationale Nvidia, leader des puces dans le domaine de l'intelligence artificielle, a atteint le chiffre astronomique de 3012 milliards de dollars, soit autant que l'ensemble des entreprises du CAC 40 réunies.

Les journalistes économiques s'extasiaient devant une telle réussite, puisque Nvidia ne valait encore « que » 2000 milliards de dollars en mars 2024. L'épidémie de Covid et les confinements qui ont suivi, puis l'apparition de ChatGPT et de l'IA ont

véritablement fait exploser la valeur de l'entreprise : son chiffre d'affaires a triplé pendant le seul premier trimestre de cette année. Le titre a même augmenté de 16 % dans la seule journée du 22 février, soit 277 milliards de dollars supplémentaires.

Bien sûr, une telle explosion n'a plus aucun rapport avec ce que fournit réellement Nvidia, en l'occurrence la conception de puces utilisées dans l'intelligence artificielle, mais plutôt avec ce qu'en attendent les spéculateurs et investisseurs en tout genre, qui cherchent où placer leurs masses de capitaux. Un tel phénomène a touché Tesla il y a quelque temps. Alors que l'entreprise américaine ne produisait que très peu de voitures électriques, sa valeur en Bourse crevait les plafonds, les parieurs misant alors sur une explosion de la demande, qui n'est jamais venue. Résultat, Tesla a perdu 65 % de sa valeur en 2022, près de 700 milliards de dollars partis en fumée.

Ces bulles spéculatives de plus en plus grosses menacent toute l'économie

capitaliste, en même temps qu'elles en sont le produit. Les capitalistes déplacent des masses énormes de capitaux au gré de leurs espoirs de profits. Qu'importe

si cela n'a aucun rapport avec la réalité de la production, le principal est de savoir retirer ses billes avant l'effondrement.

Camille Paglieri

Lisez Lutte de classe,
revue de l'Union communiste
internationaliste

**Au sommaire du numéro 240
(mai-juin 2024) :**

- Lutte ouvrière dans les élections européennes
- Gaza : un massacre avec le soutien de l'impérialisme
- Mayotte : contre la guerre entre les exploités
- Les États-Unis à l'heure de l'escalade guerrière
- Égypte : dix ans de la dictature militaire d'al-Sissi
- Drogues : des affaires rentables
- La route de la liberté et la Reconstruction

Prix : 3 euros - Envoi contre cinq timbres



Nouvelle-Calédonie : répression coloniale

Lors de sa conférence de presse, mercredi 12 juin, Macron a annoncé la suspension du projet de loi élargissant le corps électoral en Nouvelle-Calédonie, « pour donner toute sa force au dialogue sur place et au retour à l'ordre », a-t-il déclaré.

« On estime à 7 000 les emplois directs et indirects qui sont perdus » après les émeutes, s'est alarmé le président de la chambre de commerce et de l'industrie de Nouvelle-Calédonie. Il ajoutait qu'un quart des salariés sont touchés par le chômage partiel.

La sollicitude de ce représentant des patrons calédoniens pour les travailleurs qu'ils exploitent cache surtout une demande de subventions et d'aides à l'État. Le Medef local geint depuis quelques semaines en agitant un vague chiffre de centaines de millions d'euros envolés. Mais son premier réflexe est de faire payer les salariés par du chômage, partiel ou non.

Le patronat pourrait reprocher à Macron le climat politique peu favorable aux affaires. C'est lui en effet qui a rallumé le feu sur ce territoire, en soutenant les loyalistes les plus hostiles aux

Kanaks dans leur volonté de récupérer la présidence du gouvernement local, au moyen d'une réforme électorale rendant à nouveau les Kanaks minoritaires dans leur propre pays.

Le gouvernement a ensuite prétendu avoir repris la situation en main, à coups de renforts militaires. Il a entrepris la fiction de la tenue normale d'élections européennes (aux antipodes de l'Europe !) Or la mobilisation populaire contre le mépris colonial, qui a violemment secoué Nouméa le 13 mai et les jours suivants, n'est pas retombée.

L'envoi depuis la France de magistrats supplémentaires pour juger plus vite les « émeutiers » et les emprisonner est certainement bien plus significatif de la politique de l'État français que les promesses de Macron, lors de sa visite expresse sur place, de ne plus « vouloir faire passer [sa] réforme en force ».

Des miliciens loyalistes armés font toujours la loi dans les quartiers où ils se barricadent. Ils sont encouragés par Sonia Backès, ex-secrétaire d'État à la Citoyenneté de Macron, qui affirme que, face aux nazis que seraient les Kanaks indépendantistes, ils seraient les résistants d'aujourd'hui.

Un Kanak sur lequel le GIGN a tiré fin mai est décédé quelques jours plus tard. Le 1^{er} juin, Nassaie, une jeune Kanak de 17 ans, a été inhumée, quinze jours après son assassinat d'une balle dans la tête par un milicien qui a également tué son oncle. « Elle a été assassinée. Ici, il y a deux catégories de personnes et nous avons toujours été les derniers. On ne peut pas nous assassiner comme ça chez nous, en Kanaky », a déclaré son grand-père sur sa tombe. Tant que les injustices coloniales se perpétueront, sous une forme ou sous une autre, elles engendreront la révolte.

Lucien Détroit



Un barrage routier en Nouvelle-Calédonie, lors de la venue de Macron, le 23 mai.

Stage en seconde : tout est bidon !

Plus de 500 000 lycéens de seconde doivent faire un stage d'observation en entreprise de deux semaines, non rémunéré, à partir du 17 juin, mais beaucoup n'en ont pas encore trouvé un.

Gabriel Attal, en instaurant ces stages, prétendait « reconquérir le mois de juin » et occuper les élèves à un moment où les cours sont arrêtés, car les professeurs surveillent ou corrigent le baccalauréat. Certains lycéens ont pu être aidés à trouver un stage grâce aux relations de leurs parents, mais beaucoup n'ont rien trouvé du tout, et rien n'est prévu

pour eux. Le ministre prétend qu'ils seront accueillis dans les lycées « selon des modalités propres à chaque établissement », pour travailler pendant ces deux semaines à leur projet d'orientation. Dans le meilleur des cas, ils pourront accéder certains jours au CDI ou dans un CIO (centre d'information et d'orientation).

Évidemment, aucun

personnel ne sera là pour encadrer, aider et conseiller les lycéens dans leurs recherches. Alors le ministère a trouvé la solution : des parcours en ligne de « découverte des environnements professionnels » proposés par l'Onisep, l'organisme d'orientation des élèves. Bref, il leur propose de passer deux semaines devant des écrans.

On peut compter sur les lycéens pour trouver des choses plus intéressantes à faire !

Hélène Comte

France Inter : comme un avertissement

Guillaume Meurice a été licencié de Radio France à cause d'une blague faite sur France Inter et qui a déplu à la direction et, derrière elle, à l'Élysée. Il avait osé s'en prendre à Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël et bourreau de Gaza, le traitant de « nazi sans prépuce ».

Les partis de droite et d'extrême droite, régulièrement et savoureusement étrillés par Meurice, les soutiens à la politique coloniale israélienne avaient alors immédiatement hurlé à l'antisémitisme et exigé la tête du chroniqueur. Et ils l'ont obtenue, quoique la justice ne les ait pas suivis dans leur plainte contre Meurice et l'ait relaxé.

Les discours officiels sur la liberté d'expression et les droits des Palestiniens sont une chose, mais l'appartenance au

camp impérialiste et donc le soutien indéfectible à Israël en sont une autre, la sensibilité aux pressions de la droite, une troisième. France Inter, radio publique, se doit de faire passer la raison d'État et les ordres du gouvernement avant la liberté, de ses chroniqueurs, de ses journalistes et même de ses humoristes et de ses auditeurs. En ces temps de progression de l'extrême droite, cela devrait leur mettre le (pré)puce à l'oreille.

P. G.

Lycée Hélène-Boucher : la politique d'intimidation ne passe pas

Quarante-huit lycéens de différents établissements parisiens ont investi jeudi 6 juin, vers 18 heures, le lycée Hélène-Boucher dans le 20^e arrondissement, pour dénoncer les massacres à Gaza. Ils ont tous été interpellés et libérés après vingt-quatre heures de garde à vue.

Les lycéens n'ont pas eu le temps de s'installer dans le lycée qu'une armada de policiers s'est lancée à leur poursuite dans les couloirs de l'établissement. Réfugiés dans une salle, ils ont été plaqués au sol, après force usage de gaz lacrymogènes. Tous ont été menottés, mains dans le dos, escortés comme des bandits vers les véhicules de police et dispersés dans différents commissariats parisiens.

Des élèves, garçons et filles, tous mineurs, ont témoigné des insultes à caractère raciste ou homophobe et des brimades, dans la salle de classe d'abord, puis lors de la longue attente dans les véhicules, les mains toujours entravées, ou bien au commissariat lors des interrogatoires. « Vous croyez qu'ici c'est la démocratie ? Vous allez voir ce qu'est le fascisme ! », a déclaré en substance un policier au moment des interpellations.

Ces méthodes policières répondent à la volonté du gouvernement d'intimider ceux et celles qui veulent manifester leur solidarité à la population palestinienne. Les coups de matraque et les heures de garde à vue n'imposent cependant pas le silence dans les rangs : les très jeunes filles gardées à vue au commissariat du 20^e arrondissement, libérées une par une de quart d'heure en quart d'heure dans la soirée du 7 juin, continuaient d'exprimer leur combativité. Des dizaines de parents, d'enseignants, de militants les attendaient à leur sortie, en musique et chansons.

L'arrêt de toute poursuite policière et judiciaire et l'abandon par le rectorat de toute sanction disciplinaire contre les élèves sont exigés par le Collectif des parents indignés, constitué dans la foulée des gardes à vue. La tentative d'intimidation ne passe pas.

Boris Savin

Médicaments: les profits aux dépens des malades

Pendant la grève des pharmacies le 30 mai, le problème de la pénurie des médicaments a encore une fois été soulevé. Elle s'aggrave au fil des ans et devient un véritable problème de santé publique.

Des milliers de malades sont victimes de ces pénuries, faute de trouver des médicaments comme les antibiotiques, notamment l'Amoxicilline, un des plus consommés dans de très nombreuses infections. Mais des malades atteints de maladies chroniques comme le diabète ont aussi bien du mal à se procurer leur insuline ou leurs autres médicaments antidiabétiques. Entre 2021 et 2023, les pénuries ont doublé dans le pays, près de 5000 ruptures de stock

ont été listées par les autorités de santé, douze fois plus qu'en 2016.

Le gouvernement, Macron en tête, a fait mine de prendre ce problème à bras le corps: constitution de stocks, sanctions financières contre les laboratoires en cas de non-respect de ces stocks, ou encore aides aux industriels pour les inciter à construire des usines en France pour la «réindustrialiser». Macron s'était félicité de l'annonce par Novonordisk de sa nouvelle implantation à Chartres,

où le trust annonçait 2 milliards d'investissement. Mais cela reste bien loin de résoudre le problème. Ce n'est pas Macron qui va agir sur les choix des industriels qui contrôlent la production et la distribution de leurs médicaments et choisissent de produire où ils veulent, de vendre à qui ils veulent et là où ils feront les meilleurs profits.

Un exemple de cette impuissance est la décision du laboratoire Servier de vendre sa filiale Biogaran, leader des génériques en France avec 32% du marché. Servier en profite pour faire un chantage, en annonçant qu'il pourrait vendre à des génériqueurs



indiens, qui délocaliseraient la production hors de France... à moins que l'État ne lui accorde des hausses substantielles des prix des génériques.

Dans ce jeu de dupes, la palme revient peut-être au Leem, l'organisation des patrons des laboratoires pharmaceutiques, qui a lancé un plan sur trois ans pour inciter les malades à limiter leur consommation de médicaments. Il agirait ainsi à la demande de l'État, qui veut réduire les dépenses de

santé. On peut maintenant lire dans la presse sa publicité proclamant «Réduisons le volume»!

Réduction de l'offre en médicaments, augmentation de leurs prix, subventions largement distribuées pour les laboratoires: État et trusts pharmaceutiques sont main dans la main pour que les pilules en or que sont les médicaments continuent à faire du secteur l'un des plus rentables pour les entreprises capitalistes.

Cédric Duval

L'Île-Saint-Denis: les JO, coup d'accélérateur à l'injustice sociale

À L'Île-Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, les Jeux Olympiques sont l'occasion de gros projets d'aménagement urbain: une aubaine pour les promoteurs immobiliers, beaucoup moins pour la population.

Cette petite ville va accueillir une partie du Village olympique. Une fois les Jeux finis, il sera transformé à 70% en logements privés, à des prix élevés, inaccessibles aux habitants de milieu populaire. Dans le quartier Marcel-Paul, situé entre le Village olympique et des infrastructures sportives remises à neuf, trois grandes tours vont être rasées, dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine. Elles ne seront pas rasées à temps pour les JO, mais l'expulsion des habitants a

été accélérée, car la place doit être nette pour le 26 juillet. Les droits des locataires ont été revus à la baisse, contraints d'accepter des propositions éloignées et chères. Les élus locaux peuvent se réjouir des améliorations pour le territoire induites par les JO mais, comme le dit amèrement une habitante expulsée: «C'est bien beau, mais on ne peut pas y accéder.»

Cette accélération concerne aussi les squats. En particulier, l'un des plus gros du pays a été évacué

à l'aide d'un impressionnant dispositif policier, il y a quelques mois. Situé dans l'usine désaffectée Unibéton, proche du Village olympique, il abritait 400 personnes, dont des ouvriers sans papiers qui travaillaient sur les chantiers des JO.

Autre aspect: dans les villes voisines, des logements d'hébergement d'urgence ferment et, après rénovation, deviennent des hôtels touristiques, aux prix exorbitants.

L'envers du décor des JO est à l'image du capitalisme: un business pour les riches au détriment de la population, les plus précaires étant les plus durement attaqués.

Correspondant LO



L'Île-Saint-Denis, quartier sud.

.....Fil rouge.....

Un silence criminel

Citroën, marque de Stellantis, rappelle plusieurs centaines de milliers de voitures équipées d'airbags défectueux, qui provoquent des accidents graves, surtout dans des climats chauds et humides.

Le risque est connu depuis dix ans: aux États-Unis, les rappels ont commencé en 2014! En Guadeloupe, il y a eu plusieurs morts, mais Stellantis a attendu 2020 pour rappeler ses véhicules aux Antilles, et décembre 2023 en France métropolitaine.

Pour éviter le scandale et les frais, ce constructeur riche à milliards a exposé ses clients à un risque mortel. La soif du profit n'a décidément aucune limite.

La police indulgente envers les siens

En 2019, lors de la Fête de la musique à Nantes, Steve Maia Caniço s'était noyé lors d'une violente charge de la police contre des jeunes.

Cinq ans après, grâce à la ténacité des proches de la victime, le commissaire de police qui dirigeait l'assaut est jugé pour homicide involontaire. Mais, entre-temps, il a été promu chef de la circonscription de police nationale de Lyon.

Pour le ministère de l'Intérieur, le verdict est net et sans bavure: pour lui, ce commissaire est un exemple à suivre.

L'injustice se prolonge

La cour d'appel de Paris a renvoyé à octobre l'examen d'une éventuelle réouverture du dossier sur le chlordécone, pour lequel un non-lieu a été prononcé en janvier 2023. Reconnu toxique dès 1978, ce pesticide a été utilisé jusqu'en 1993 dans les bananeraies aux Antilles, avec l'accord des pouvoirs publics. Gros planteurs et responsables politiques ont tout intérêt à faire enterrer cette affaire d'empoisonnement à grande échelle. Mais, pour les associations plaignantes, le combat ouvert en 2006 continue.

Les responsables doivent être jugés!

Elle n'a pas le gaz à tous les étages

Le prix du gaz va augmenter de 11,7% en moyenne, sous prétexte de couvrir la hausse des coûts d'entretien du réseau. C'est ce qu'affirme en tout cas la Commission de régulation de l'énergie (CRE) qui a validé cette augmentation.

Pour financer ces coûts, il ne vient pas à l'idée de cette commission de prendre sur les bénéfices record accumulés par la vingtaine d'entreprises qui vendent du gaz, à commencer par Engie. De quoi accumuler encore de l'énergie pour un bon coup de colère.

Assurance chômage : les empêcher de nuire !

Lors de la conférence de presse du mercredi 12 juin, Macron a déclaré, concernant la réforme de l'Assurance chômage qu'il y avait «un temps électoral». Et d'ajouter «Après, est-ce que ça doit passer par l'Assemblée ? Est-ce que ça doit passer par un décret ? On verra le lendemain du scrutin».

La Chambre des députés a été dissoute, mais la machine de guerre construite par Macron et Attal contre le monde du travail n'est pas enterrée, loin de là.

«C'est le président de la République, et le Premier ministre qui décideront, a confirmé Bruno Le Maire le 11 juin. Mais moi je suis favorable à cette réforme. Il faut inciter au retour au travail (...) maintenant.» Une proposition de loi du groupe LIOT

tendant de s'opposer à une partie de la réforme avait bien été adoptée le 5 juin, en commission spéciale de l'Assemblée nationale, mais le projet est toujours debout et devait être examiné en Conseil d'État le 12 juin, en prévision – si accord il y a – de la publication d'un décret.

Le prétexte juridique serait tout trouvé, le précédent décret sur les conditions d'indemnisation des



QUEST FRANCE MAXPPP

chômeurs arrivant à son terme. Or non seulement celles-ci menacent d'être à nouveau extrêmement durcies, passant de six mois travaillés sur 24 à huit mois sur vingt, mais d'autres aggravations viennent s'ajouter. La durée d'indemnisation maximum serait réduite de 18 à 15 mois, puisque officiellement le taux de chômage est inférieur à 9%, ce que ceux qui gouvernent et font les lois appellent un chômage faible.

On aimerait les voir galérer des mois durant à chercher un emploi un peu stable et à peu près correctement payé ! Car l'effet des réformes passées a déjà réduit de 14 % le nombre d'ouvertures de droits sur les quatre dernières années, et les plus touchés sont les jeunes et les travailleurs les plus précaires. Dans le viseur, on trouve également les chômeurs seniors, dont l'indemnisation

prétendument privilégiée disparaîtrait. Cela signifierait des dizaines de milliers de travailleurs précaires supplémentaires, et des centaines de milliers dont l'indemnisation serait réduite. Autant d'économies faites à leurs dépens, et qui finiront dans les coffres du grand capital. Le gouvernement, même à ses derniers jours, ne refuse rien à ses donneurs d'ordres.

Viviane Lafont

Casino : vente à la découpe et emplois sabrés

La première assemblée générale des actionnaires du groupe Casino, détenu aujourd'hui par les milliardaires Kretinsky et Ladret de Lacharrière, s'est réunie mardi 11 juin.

Elle s'est empressée de voter une prime de 825 000 euros à l'ex-PDG, sabreur d'emplois, Naouri. Plus de 3 000 salariés sont menacés de perdre leur emploi.

Endetté pour près de 7 milliards d'euros par le même Naouri, le groupe Casino a fait la fortune de tous ses actionnaires passés, dont le PDG lui-même. Et ses successeurs, qui ont fait effacer 5 milliards de dettes par le tribunal dans le cadre d'un règlement judiciaire, entendent maintenant continuer à s'enrichir en exploitant ce qui reste de Casino.

Ainsi, après avoir entrepris la vente de près de

400 hypers et supermarchés Casino à Intermarché, Auchan et Carrefour, ils ont repris à leur compte tous les magasins sous enseigne Monoprix, Naturalia et Franprix, ainsi que l'ensemble des supérettes Petit Casino, Vival et Spar, soit au total plus de 8 600 magasins avec environ 30 000 salariés.

Avant cette vente à la découpe, des magasins ont été fermés et des milliers d'emplois supprimés. Parmi les travailleurs qui ont changé d'enseigne, nombreux sont ceux qui ont vu leur rémunération réduite, avec des pertes de primes, en passant de salarié d'un groupe

à salarié d'une société représentant un seul magasin, d'une multinationale à une petite PME.

Au sein du groupe Casino actuel, l'emploi de plus de 3 200 travailleurs est menacé. Vingt-six magasins et quatre entrepôts restent en effet sans repreneurs. Cela concerne 1 974 salariés, auxquels s'ajoutent 1 293 salariés de Monoprix et Franprix, du fait de la décision des actionnaires de regrouper tous les sièges en un seul, sur celui de Casino à Saint-Étienne.

Les travailleurs n'ont pas à payer, par des salaires amputés et des suppressions d'emplois, pour permettre à des profiteurs de s'enrichir toujours plus, au nom de leur sacro-saint droit de propriété.

Philippe Logier



Manifestation des salariés de Casino, en décembre 2023.

Logement : les militaires choyés, les sans-abri oubliés

Pendant les Jeux Olympiques, 5 000 soldats assurant la sécurité seront hébergés sur la Pelouse de Reuilly, dans le 12^e arrondissement de Paris, qui accueille traditionnellement la Foire du Trône.

En fait de campement militaire, c'est toute une zone d'hébergement qui est actuellement en construction. Outre des chalets de 90 m² pouvant accueillir chacun quinze soldats, pourvus d'un mobilier neuf et d'une connexion Internet, il y aura des salles de

restauration leur permettant de récupérer entre chaque intervention.

Selon le chef du site, ce « camp militaire gigantesque » devrait être construit en 65 jours, à peine plus de deux mois. Belle performance, mais pourquoi ce qu'il est possible de faire pour loger des militaires ne le serait-il pas pour donner un toit aux nombreux hommes et femmes qui en ont besoin, y compris ayant des enfants et qui vivent dans la rue ?

M. L.

Un uniforme qui fait flop

«Je le trouve moche», «il y a déjà une poche déchirée»: des enfants aux parents, l'uniforme à l'école ne fait pas l'unanimité.

Mais dans un autre registre, on a un «c'est trop cher», surtout pour les collectivités locales obligées de participer alors que leur budget est en berne.

Résultat: 79 établissements scolaires, au lieu des cent espérés par le gouvernement pour tester

son projet d'imposer le port de l'uniforme, l'ont accepté, ce qui concerne 25 000 élèves. Quant à l'imposer aux 12 millions d'élèves du pays, ce n'est pas gagné. Et vu le prix, quelques collectivités ont évoqué la possibilité d'imposer seulement le port d'un haut d'uniforme!

Il y aurait au moins l'avantage d'échapper au petit doigt sur la couture du pantalon!

S. M.

Lactalis – Charchigné : la sanction ne passe pas

Mardi 4 juin, les travailleurs de la société fromagère de Charchigné, près de Mayenne, étaient appelés à un débrayage. De mémoire de militant, celui-ci était le premier dans cette usine du groupe Lactalis, qui compte environ 300 salariés et qui est l'une des plus anciennes.

Près de la moitié de l'équipe du matin a débrayé et des travailleurs de l'après-midi ont participé au rassemblement devant l'usine, renforcés par des militants du département. Ils protestaient contre la mise à pied conservatoire depuis le 15 mai de l'un de leurs collègues et la menace de licenciement qui pèse sur lui. Pour les grévistes, la seule faute de ce travailleur ainsi traité est d'être l' élu d'un syndicat un peu plus combatif que le syndicat historique de l'usine.

Aux dernières élections professionnelles, un petit groupe de travailleurs, las de voir la CFTC seul syndicat de l'usine main dans la main avec le patron, a créé un syndicat CGT. Malgré toutes les pressions et les fausses informations, ils ont

obtenu trois sièges sur neuf au CSE (comité social et économique). Depuis, ils jouent leur rôle de délégués et sont appréciés des travailleurs, ce qui bien sûr ne plait pas au patron.

Monsieur Besnier, 9^e fortune de France, a construit son empire sur

l'exploitation et n'aime pas la contradiction. Il voudrait bien se débarrasser des gêneurs. Mais il est tombé sur un os puisque le CSE a voté contre le licenciement. Le dossier est désormais sur le bureau de l'Inspection du travail.

En attendant, fiers d'avoir relevé la tête, les travailleurs ont ouvert une collecte, pour pallier le manque à gagner de leur collègue et ils n'entendent pas en rester là.

Correspondant LO



Fleury-les-Aubrais : facteurs en grève

Mardi 4 juin, onze factrices et facteurs de Fleury-les-Aubrais et Saran dans le Loiret se sont mis en grève. La distribution des plis électoraux a été la goutte d'eau de trop.

Rien n'avait été prévu pour ce surcroît de travail, alors que beaucoup de tournées sont déjà surchargées en temps ordinaire. Les grévistes revendiquaient donc des renforts en personnel, une prime de 500 euros et deux jours de repos compensateurs.

Rassemblés devant le centre, les facteurs ont discuté entre eux de leurs revendications, de la nécessité de s'adresser aux autres postiers du centre, qui connaissent tous une

dégradation de leurs conditions de travail et des suppressions de postes, et ils ont aussi élu leur délégation. Mais, la direction n'ayant pris aucun engagement le premier jour, ils ont reconduit leur mouvement le lendemain.

La direction a finalement accordé des renforts, sans satisfaire les autres revendications. Les grévistes ont en tout cas le sentiment d'avoir relevé la tête et de s'être fait respecter.

Correspondant LO

Lacroix – Mazères : prime d'intéressement... pas intéressante

L'usine Lacroix est spécialisée dans les explosifs des feux d'artifice à usage militaire et emploie environ 300 personnes à Mazères, dans l'Ariège.

Vendredi 7 juin, à l'appel de la CGT, les salariés de la production, de la maintenance et de la fabrication se sont mis en grève. Ce qui les a mis en colère a été le montant de la prime d'intéressement. Pour la direction, celle-ci serait liée au coefficient et, bien sûr, ce sont ceux ayant les plus bas salaires qui devraient toucher le moins, une différence qui va de un à dix. Les salariés veulent qu'elle soit égale pour tous.

Les grévistes sont restés

toute la journée devant l'usine et se sont organisés pour cela, avec matériel de camping et jeux de plein air. Une organisation qui leur sera bien utile, car la bagarre n'est pas finie.

La direction veut organiser un référendum. Si les salariés votent pour la prime telle qu'elle le décide, ils auront cette prime. S'ils refusent, ils n'auront rien du tout. Il y a de quoi être encore plus en colère.

Correspondant LO

Dans les bulletins Lutte ouvrière

Le minimum

Il semblerait que NavalGroup ait identifié le responsable de la pollution au plomb. Il s'agirait du Bekagrit utilisé à Lorient depuis cinq ans et sur d'autres sites aussi. Pour l'instant, NG semble se satisfaire de ce résultat. En ce qui nous concerne, les inquiétudes demeurent. On a peut-être identifié le responsable de cette pollution, mais cela veut dire que certains d'entre nous ont travaillé des années avec des poussières plombées directement ou à proximité. Sachant que le saturnisme peut se déclarer des années après une exposition, nous avons une épée de Damoclès au-dessus la tête.

Les discours de NG sont loin d'être suffisants pour nous rassurer, il faut des actes.

Arsenal Lorient

Oups...

Mercredi dernier, un TGV devant aller à Besançon s'est retrouvé à Mâcon suite à une erreur de direction à la sortie LGV de Montbard. On ne sait pas ce qu'il s'est passé, mais on sait, en travaillant au PAI, qu'il manque des systèmes d'alerte. Ça pose quand même des questions.

SNCF Equipement Dijon

Au vol! Au vol!

Le directeur de l'usine est venu à l'atelier BodyWork en disant aux chefs qu'il ne savait pas comment il pourra verser

nos salaires pour 2025. Pourquoi? Y aurait-il eu un hold-up chez Renault, qui aurait fait disparaître les deux milliards de profits de l'année 2023?

Renault Flins

Overdose d'overtime

Il y a quelque temps, la direction justifiait les heures sup' par des retards de production. Ces derniers temps, on est toujours en avance dans la production annoncée... mais il y a toujours de l'overtime et des week-ends travaillés. Bref, la direction nous baratine à tous les coups, juste pour nous faire suer encore plus de profits pour les actionnaires. Ras-le-bol!

Toyota



L'Arsenal de Lorient.

Métropole de Lyon : plan de licenciements

Des centaines d'agents contractuels de la Métropole de Lyon ont été informés de la fin de leur contrat début juillet. C'est un véritable plan de licenciements qui touche, entre autres, des travailleurs dans les collèges ou l'aide sociale à l'enfance.

Pour les responsables de la Métropole, seules

les économies comptent. Ce sont les mêmes qui, écologistes ou de gauche, réclament plus de dépenses militaires. Les travailleurs de la Métropole, qu'ils soient en contrat ou pas, sont tous indispensables au bon fonctionnement des services collectifs. Ils doivent être embauchés.

Correspondant LO

SNCF – Châtillon: la victoire des jockeys

Au technicentre SNCF de Châtillon, les soixante remiseurs-dégareurs, aussi appelés jockeys, qui conduisent les TGV sur le site de maintenance, ont obtenu sous forme de primes l'équivalent de 1 200 euros brut par an, cela grâce à leur grève et à leur mobilisation.

Au départ du mouvement, la paye insuffisante, la surcharge de travail, le manque d'effectifs et le mépris de l'encadrement avaient poussé les jockeys, sans appels syndicaux, à se réunir à 40 le 16 mai et à poser leurs revendications,

comportant de multiples primes catégorielles. Ils étaient 35 le 23 mai à accompagner les représentants syndicaux pour déposer leurs revendications à la direction. Celle-ci s'engageait à recevoir une délégation des jockeys le 31. Ce jour-là,

la grève était très suivie dans le secteur.

La direction refusant de céder, les jockeys ont alors décidé de se mettre en grève à partir du dimanche 2 juin, et de fusionner la plupart des revendications sous la forme de 200 euros mensuels. Le 3 juin, ils étaient 35 à porter cette revendication à la direction avec une délégation, et le même nombre le lendemain pour recevoir ses réponses. En ne proposant qu'une prime de 400 euros brut par an et

en tentant de rouler dans la farine les grévistes en intégrant des primes déjà existantes, le directeur a fait exploser la colère. Les jockeys ont alors vidé leur sac sur tous les problèmes qu'ils subissent au quotidien, et la hiérarchie en a aussi pris pour son grade.

Tenant de réprimer la grève, la direction a fait venir policiers et huissiers sur le site, prétendument pour empêcher une entrave à la circulation, et elle a menacé de sanctions les grévistes,

ce qui n'a fait que renforcer leur détermination.

Finalement, le 6 juin, elle annonçait qu'elle lâchait l'équivalent de 1 200 euros brut par an. Les jockeys ont alors voté la levée du préavis et fêté la victoire par une soirée entre grévistes autour d'un barbecue fraternel. Ils se sont aussi engagés à réagir de manière collective à toute menace de sanction patronale qui interviendrait suite à cette grève.

Correspondant LO

Marseille: vive la grève des femmes de chambre!

Depuis le 24 mai, la quasi-totalité des femmes de chambre de l'hôtel 4-étoiles le Radisson Blu du Vieux Port sont en grève. Elles réclament un 13^e mois, une prime estivale de 600 euros et la fin de la mobilité imposée.

En effet, alors que les femmes de chambre gagnent péniblement 1 100 euros par mois pour cinq à six heures de travail par jour, dimanches compris, la saison touristique et les JO s'accompagnent de l'augmentation des cadences. On veut leur imposer toujours plus de travail, avec les conséquences physiques que cela entraîne : tendinites, mal de dos, etc. ainsi que celles sur la vie familiale, car ce sont pour la

plupart des mères de famille contraintes de travailler le week-end. La direction d'Acqua, sous-traitant qui assure le ménage dans plusieurs hôtels de luxe de Marseille, leur impose des changements de site ou d'horaires à la dernière minute.

Les grévistes veulent obtenir les primes qu'ont obtenues celles du Marriott, qui ont fait grève en juillet 2023. Elles organisaient encore samedi 8 juin après-midi



un goûter solidaire et un concert de casseroles devant l'hôtel sur le quai Rive-Neuve. Les entreprises sous-traitantes prétendent que leurs marges sont infimes. Elles se cachent der-

rière les donneurs d'ordres, qui sont pourtant des groupes de luxe riches, pour refuser d'augmenter ces salaires de misère et d'améliorer ces conditions de travail indignes.

Les travailleuses du Radisson Blu utilisent le seul moyen efficace pour se faire entendre et respecter par ces requins du nettoyage : la grève!

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| Destination | | | |
| France, Outre-mer | 25 € | 50 € | 18 € |
| Outre-mer avion | 33 € | 65 € | 20 € |
| Reste du monde | 43 € | 85 € | 25 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Juin 1944-juin 2024 : les mensonges d'hier et d'aujourd'hui

« Ici sur les côtes normandes, la bataille entre la tyrannie et la liberté allait se jouer. » C'est par ces mots que le président américain Biden a ouvert son discours lors des célébrations du débarquement du 6 juin 1944.

Le régime de Hitler faisait peser une dictature féroce et barbare contre la population européenne, à commencer par celle d'Allemagne. Mais jamais la Deuxième Guerre mondiale ne fut un combat entre le bien et le mal, entre la liberté et l'oppression. Il faut rappeler qu'aux États-Unis, dans les années 1940, les Noirs américains des États du Sud étaient soumis aux lois ségrégationnistes, que des lynchages y restaient courants et impunis. La légende d'une administration américaine imprégnée de sentiments humanistes tombe quand on se souvient qu'en Algérie il fallut attendre près d'un an après le débarquement des troupes américaines, en novembre

1942, pour que les lois vichystes soient abolies, en particulier les discriminations contre les Juifs. En fait, l'engagement des États-Unis dans la guerre se fit pour asseoir leur puissance dans le monde et défendre les intérêts économiques de leurs industriels et de leurs banquiers.

Biden a servi l'habituelle légende sur la Deuxième Guerre mondiale et l'intervention américaine au service exclusif du bien, de la démocratie et de la liberté. Mais il n'a pas seulement parlé du passé car, au centre de son discours, la guerre actuelle en Europe a rapidement pris le dessus : « L'Ukraine a été envahie par un tyran [...] Nous ne pouvons pas



Saint-Lô bombardée en 1944.

capituler face aux tyrans, c'est impensable », a-t-il déclaré. Quand Biden parle de liberté, il ne s'agit pas de celle des Vietnamiens, des Irakiens, des Afghans ou de tous les peuples victimes des guerres menées par l'impérialisme américain depuis la Deuxième Guerre mondiale, ni de la

population palestinienne de Gaza écrasée par son allié israélien. Par de tels discours, le dirigeant de la première puissance mondiale entend préparer les jeunes d'Europe ou d'Amérique à payer de nouveau le prix du sang pour que triomphent les intérêts capitalistes.

Boris Savin

La Normandie sous les bombes

Mercredi 5 juin, dans le cadre des commémorations du débarquement du 6 juin 1944, Macron a rendu hommage à Saint-Lô aux victimes civiles de la bataille de Normandie.

Saint-Lô avait été bombardé et anéanti à près de 80 % par l'aviation alliée dans la nuit du 6 au 7 juin 1944, faisant 352 morts et jetant sur les routes de l'exode ses 10 000 habitants. C'était une « cible

nécessaire », a rappelé Macron, égrenant le nom des villes normandes elles aussi visées par les bombardiers américains ou anglais, qui firent quelque 20 000 tués et laissèrent ruines et cendres après leur

passage.

Macron a repris la justification qu'avait alors donnée l'état-major allié et qui continue d'être donnée : la destruction de villes entières visait à empêcher la concentration de l'armée allemande et à appuyer la progression des troupes alliés en Normandie. En fait, ces bombardements sur les

centres urbains avait un mobile politique : ils étaient destinés à terroriser les populations et à les condamner à la fuite sur les routes ou à vivre dans les ruines pour stériliser toute envie de révolte, comme celle qui avait marqué la fin de la Première Guerre mondiale en Europe, en particulier après la révolution russe.

Travailleurs !

La mêlée à l'Ouest est une mêlée impérialiste.

Nous publions ici le texte écrit par le groupe de l'Union communiste, à l'origine de Lutte ouvrière, à la suite du débarquement (publié dans la revue clandestine Lutte de classe du 9 juin 1944).

À bas la guerre impérialiste. Vivent les États-Unis socialistes soviétiques d'Europe.

Dans sa cinquième année, la guerre rejaillit avec une fureur extrême dans une ultime épreuve de force mettant aux prises l'impérialisme allemand et l'impérialisme allié. Des dizaines de milliers de soldats de tous les pays, broyés par les formidables machines de guerre allemande et alliée, versent leur flot de sang, des villes et des régions entières sont rasées par les bombes.

« Spectacle magnifique », déclarent les radios de

Londres et de Berlin. Jamais encore on n'a contemplé des moyens aussi grands et aussi perfectionnés, jamais des masses humaines aussi gigantesques n'ont été engagées à la fois dans la bataille. « Le jour de gloire est arrivé. »

Le bourrage de crânes atteint son point culminant. Alors que des deux côtés on se bat pour savoir « qui des bandits impérialistes allemands ou alliés dominera et exploitera le monde » (Lénine), alors qu'on se bat pour dresser les uns contre les autres les travailleurs des différents pays, la bourgeoisie veut nous

faire croire qu'il s'agit de la lutte entre deux mondes différents. Elle fait un effort suprême pour faire sombrer définitivement les masses travailleuses dans la folie guerrière, si propice à l'accomplissement de ses plans.

Mais les travailleurs doivent garder tout leur sang-froid et ne pas perdre de vue leur propre expérience de la guerre conduite par la bourgeoisie. La guerre de 14-18 n'avait elle pas déjà fait 10 millions de cadavres et 20 millions d'estropiés, sous les mêmes prétextes que ceux que la bourgeoisie invoque actuellement ? La guerre impérialiste n'est qu'une vaste boucherie où finissent écrasés, déchiquetés, brûlés vifs, empoisonnés les

esclaves du capital...

La Quatrième Internationale appelle les travailleurs à ne compter, dans cette lutte, que sur eux-mêmes et les exploités de tous les pays. Il faut répondre à la guerre impérialiste contre les travailleurs par la guerre civile des travailleurs contre leurs exploités. Il faut opposer à la lutte d'une poignée de riches capitalistes pour dominer le monde notre lutte pour les États-Unis socialistes d'Europe, qui seuls représentent les véritables intérêts des différents peuples dans la cohabitation et la collaboration économique de tous.

Prolétaires de tous les pays, unissez vous !

La liberté selon Biden

Juste avant de s'en voler pour discourir en France sur les plages du débarquement de 1944, sur l'engagement supposé des États-Unis en faveur de la liberté dans le monde, Biden a signé un décret présidentiel fermant encore un peu plus les frontières des États-Unis aux travailleurs qui fuient la misère, les gangs et les guerres.

Selon ce décret, lorsque le nombre d'immigrés franchissant la frontière avec le Mexique atteindra un certain seuil sur une semaine, plus aucune demande d'asile ne sera permise. Cette disposition ne changera évidemment rien à la nécessité pour des millions de gens de fuir les catastrophes sociales engendrées par le capitalisme. Mais elle sera certainement un nouveau prétexte pour emprisonner les migrants, avant éventuellement de les déporter hors du territoire des États-Unis.

Biden veut se montrer plus efficace que Trump sur le terrain de la démagogie anti-immigrés. C'est au détriment de toute une partie de la classe ouvrière que la concurrence entre démocrates et républicains fait rage en vue des élections de novembre prochain. Le bénéfice est en tout cas pour le patronat, qui peut exploiter plus durement des salariés privés de droits.

Lucien Détroit